

Initiatives ministérielles

le premier ministre a fait une annonce pour s'assurer que les Canadiens et le gouvernement participeraient à cet effort international pour aider les communautés affectées à pouvoir quand même essayer de survivre dans ces difficultés extrêmes.

Maintenant, quant aux répercussions sur la situation domestique, je pense que quand même ce gouvernement-ci a démontré, au cours des années depuis que nous sommes au pouvoir, son engagement de procéder à appuyer les agriculteurs de l'Ouest canadien. Nous l'avons démontré maintes fois durant notre mandat, et encore plus dernièrement, particulièrement en fonction d'appuyer les agriculteurs dans leur recherche de moyens de survivance adaptés aux besoins de leur milieu. Je pense que mon honorable collègue ne met absolument pas en doute ce qu'on a fait comme gouvernement.

Maintenant, quant à une mesure spéciale actuellement, je pense que le ministre de l'Agriculture et d'autres ministres se penchent plus particulièrement sur, peut-être, la pertinence de voir si actuellement il y aurait d'autres mesures qui devraient être prises. Malheureusement, je ne suis pas à même de donner d'information sur ce point-là. Je pense que le point principal que je voudrais signaler aujourd'hui, c'est l'importance dans le débat actuel de s'attaquer aux problèmes des gens qui ont été affectés par la crise, et c'est dans ce sens-là que j'ai voulu faire mon intervention aujourd'hui, pour démontrer que les Canadiens, et je suis convaincue que tous les députés de cette Chambre et la population canadienne seront d'accord sur l'aide que nous fournirons aux populations affectées.

[Traduction]

Le président suppléant (M. Paproski): La parole est d'abord au député de Burnaby—Kingsway, puis à la députée de Northumberland.

[Français]

M. Svend J. Robinson (Burnaby—Kingsway): Monsieur le Président, la ministre vient de dire que le gouvernement veut aider les gens qui sont déjà affectés par la crise dans la région. La ministre sait fort bien que parmi ces groupes qui sont affectés, on trouve les Palestiniens qui habitent les territoires occupés du *West bank* et de Gaza. La ministre sait, par exemple, que les Palestiniens qui ont travaillé au Koweït ont envoyé beaucoup d'argent pour justement appuyer leurs familles dans les territoires occupés. Maintenant, ces fonds ont tari et c'est une situation très grave pour les Palestiniens qui habitent ces territoires occupés. Ces Palestiniens sont déjà victimes, comme la ministre le sait bien, de déportations illégales, de punitions collectives, de *settlements*. Maintenant, ils ont aussi le problème très grave d'un manque d'appui financier, des fonds qui étaient envoyés par leurs familles

au Koweït. La ministre a parlé de l'importance d'aider les gens, par exemple ceux de la Jordanie, de la Turquie. Qu'est-ce que le gouvernement va faire pour aider les Palestiniens dans les territoires occupés, qui sont vraiment victimisés aussi maintenant?

L'hon. Monique Landry (ministre des Relations extérieures): Monsieur le Président, comme mon honorable collègue l'a mentionné, bien sûr, nous reconnaissons les besoins immenses de la communauté directement affectée par la crise d'Irak. Bien sûr, nous sommes peut-être d'une façon plus directe, immédiatement après l'invasion, préoccupés par le sort des gens qui étaient déplacés surtout vers les pays de ce qu'on a appelé la ligne de front, et par les conséquences très graves pour les gens personnellement mais également pour les gouvernements qui devaient assumer ce flot de personnes qui n'étaient pas là auparavant.

Ce qui veut dire qu'on doit quand même comprendre que, bien sûr, nous sommes en train de discuter actuellement, que nous avons répondu d'une façon très immédiate à certains besoins identifiés immédiatement et demandés surtout par des organismes internationaux comme, entre autres, l'Office d'immigration international et d'autres organismes internationaux. Alors, actuellement, comme je l'ai expliqué dans mon allocution, nous sommes avec la communauté internationale, par le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et également par l'OCDE, avec tous les pays donateurs, à identifier les champs d'intervention et à nous assurer que les besoins des populations seront bien pris en conséquence et que nous pourrions assumer une aide suffisante pour aider ces populations-là.

• (1630)

Mon honorable collègue va sûrement être conscient également du fait que l'ACDI principalement a des programmes d'aide aux populations de la Palestine et que nous allons sûrement revoir éventuellement, dans le cadre des discussions, si des fonds supplémentaires doivent être injectés afin de compenser. Actuellement, je pense qu'aucune décision n'a été prise, mais je retiens sa remarque. Je suis consciente des problèmes également que cause aux Palestiniens le fait du manque à gagner, ni plus ni moins, qui venait des travailleurs qui étaient au Koweït. J'en prends bonne note.

[Traduction]

Mme Christine Stewart (Northumberland): Monsieur le Président, le député a signalé que beaucoup de pays à l'extérieur du Moyen-Orient sont très gravement touchés par la crise qui secoue cette région, des pays de l'Europe de l'Est notamment, ainsi que de nombreux pays du tiers monde qui se trouvent très loin du Moyen-Orient.